

Chambre des Représentants

SEANCE DU 22 DÉCEMBRE 1927.

Projet de loi relatif à la rétribution des membres de l'Ordre judiciaire, du Conseil des mines, des Députations permanentes des Conseils provinciaux, du Clergé catholique et du Corps enseignant des écoles primaires et gardiennes, ainsi que des officiers, ingénieurs des fabrications militaires et du personnel de l'Enseignement supérieur.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

La stabilisation monétaire étant un fait que l'on peut tenir pour définitivement acquis, le Gouvernement a jugé opportun de stabiliser les ressources professionnelles du personnel payé par l'État et d'en revenir au régime qui existait avant la guerre. Les prix de détail ne subissent plus, d'ailleurs, ces fluctuations profondes qui entraînent forcément des mesures de circonstance dont le moindre mal est de ne répondre que pour un temps, souvent très court, aux besoins qu'elles doivent couvrir.

L'imprévision dans les dépenses importantes est incompatible avec le maintien de l'équilibre budgétaire. Aussi le Gouvernement a-t-il banni du domaine des traitements tous les éléments mobiles. A côté du traitement fixe, il n'a maintenu que l'indemnité familiale et, abstraction faite d'une disposition transitoire en faveur de certains agents résidant dans l'agglomération bruxelloise, il a même renoncé à l'indemnité de résidence qui était ignorée avant la guerre et que le retour progressif à une situation normale permet de supprimer.

En ce qui concerne l'indemnité familiale, le Gouvernement est d'avis de maintenir, pour la magistrature, le système actuellement en vigueur, sauf à relever les taux dans une mesure égale à celle qui a été admise pour l'indemnité familiale allouée aux fonctionnaires de l'ordre administratif, par l'arrêté royal du 16 décembre 1927.

Faut-il, en terminant, faire remarquer que la simplification de l'ordonnement de la dépense a pour corollaire une réduction de main-d'œuvre?

. * *

L'intervention de la Législature est nécessaire pour étendre le nouveau régime à certaines catégories d'intéressés dont le traitement est fixé par la loi.

Cette intervention a été provoquée en dernier lieu lors de la péréquation de 1924; elle a abouti aux deux lois du 6 mars 1923 dont l'une est relative aux traitements des membres de la Cour des Comptes et l'autre, à la rétribution des membres de l'ordre judiciaire, du conseil des mines, des députations permanentes des conseils provinciaux, du clergé du culte catholique et du corps enseignant des écoles primaires et gardiennes.

Il est à noter que, pour le cas où les traitements des fonctionnaires et agents de l'État viennent à être modifiés, par voie de mesure générale, en raison des fluctuations du coût de la vie, le Gouvernement s'est vu déléguer les pouvoirs nécessaires pour reviser, d'après les mêmes bases, les traitements des professeurs et administrateurs-inspecteurs des universités de l'État (loi du 25 juin 1922, art. 2), des professeurs civils de l'école militaire (loi du 16 décembre 1922) et des greffiers provinciaux (loi du 20 juillet 1920, art. 3).

Il possède le pouvoir non conditionnel de fixer les traitements du personnel des établissements d'enseignement moyen dirigés par l'État (loi du 31 juillet 1923, art. 1^{er}).

Suivant la tradition, le Gouvernement laisse à la Chambre l'initiative de prendre les nouvelles mesures en faveur des membres de la Cour des Comptes. Le présent projet n'a donc trait qu'à la revision des traitements organiques de la magistrature, du conseil des mines, du clergé catholique, des députés permanents et des instituteurs. — Accessoirement, ce projet vise certains avantages conférés aux officiers ingénieurs des fabrications militaires et au personnel de l'enseignement supérieur.

* * *

Dans l'ensemble de son travail, le Gouvernement a pris comme point de départ et comme point de repère les 7/3 des traitements fixes de 1924.

En égard à l'importance numérique de la dépense et à sa répercussion inévitable sur l'économie générale du royaume, le Gouvernement s'est décidé à limiter transitoirement l'attribution des nouveaux traitements organiques aux nonante-sept centièmes de la partie égale ou inférieure à 26,000 francs et aux nonante-trois centièmes de la partie qui excède, le cas échéant, cette somme. Il assure ainsi à l'équilibre budgétaire une marge de sécurité que l'on peut tenir pour suffisante.

* * *

Dans le but de faciliter la coordination ultérieure des lois organiques, les propositions par groupe d'intéressés ont été isolées et chacune d'elles forme l'objet d'un chapitre.

Le chapitre premier est consacré aux traitements de l'ordre judiciaire.

Un tableau, formant l'annexe I du présent exposé, permet de comparer les traitements proposés avec les traitements qui ont été successivement attribués aux membres de l'ordre judiciaire.

Pour apprécier ce tableau, on ne doit pas perdre de vue que les augmentations périodiques qui s'ajoutent aux traitements n'ont été relevées que dans une très faible mesure (50 %), ce qui rétablit l'équilibre.

Les augmentations périodiques ont été instituées par la loi du 21 juillet 1899.

Elles étaient d'abord quinquennales; elles n'étaient accordées qu'aux magistrats et leur montant était de 300 francs.

La loi de 5 décembre 1903 en étendit le bénéfice aux greffiers et maintint le

montant de chaque augmentation à 300 francs, sauf pour les greffiers des justices de paix de 4^{me} classe, pour lesquels le chiffre organique fut fixé à 250 francs.

Lors de la création des emplois de référendaire et de référendaire adjoint, la loi accorda pour les titulaires les augmentations de 300 francs.

La loi du 15 novembre 1918 convertit les augmentations quinquennales en quadriennales et en fixa ou en maintint le taux à 300 francs pour tous.

La loi du 31 juillet 1920 convertit les quadriennales en triennales et elle porta leur montant à 500 francs.

Enfin, la loi du 6 mars 1925, par son article 5, décida de porter les augmentations périodiques des magistrats à 1,000 francs et celles des greffiers à 600 francs, en ajoutant que le montant de ces augmentations est limité pour tous à 6,000 francs.

Dans le projet de loi, on se contente de majorer ces chiffres de 50 %.

L'augmentation pour le magistrat est de 1,500 francs et celle du greffier de 900 francs et le maximum est limité pour les deux à 9,000 francs.

D'autre part, il a paru rationnel d'adopter un traitement fixe pour le Premier Président et le Procureur général de la Cour de Cassation et de compter aux autres magistrats de la même Cour, pour l'attribution des augmentations périodiques, les services qu'ils ont rendus dans une ou plusieurs juridictions inférieures.

De même, le juge de paix promu juge ou substitut d'un tribunal de première instance pourra faire entrer en ligne de compte ses services antérieurs, ainsi que le demandent MM. Magnette et consorts dans la proposition de loi qu'ils ont déposée au Sénat, le 31 octobre 1927. (*Doc. n° 91.*)

Aux termes de l'article 3 de la loi du 22 juillet 1927, les substituts du procureur du Roi de complément sont assimilés aux substituts effectifs au point de vue des traitements. C'est pour ce motif qu'ils ne figurent pas dans le projet de loi.

Certains suppléments de traitement sont relevés à concurrence de 50 %.

* .

Les chapitres II, III et IV concernent respectivement les traitements des membres du Conseil des mines, ceux du clergé catholique et ceux des députés permanents.

Ils n'appellent aucune explication spéciale.

De la combinaison des articles 8 et 14 du projet de loi, il résulte que l'ecclésiastique qui remplit à *titre provisoire* les fonctions de curé, de desservant, de chapelain ou de vicaire, a droit à la moitié du traitement de la place vacante et, le cas échéant, au traitement plein de l'emploi dont il est titulaire et qu'il continue d'exercer.

D'après le droit commun, l'intéressé devrait obtenir la totalité du traitement disponible et, s'il cumule deux fonctions, la réduction de moitié devrait porter sur le traitement le moins élevé.

* * *

Le chapitre V est relatif aux traitements des instituteurs.

Indépendamment des éléments que comporte le traitement des membres du personnel de l'État, le traitement légal des instituteurs comprend : une indemnité de logement et, pour les chefs d'école, une indemnité de direction.

Le présent projet incorpore l'indemnité de logement dans le traitement de l'instituteur dont le minimum, fixé à 5,000 francs par la loi du 6 mars 1925, est porté à 13,000 francs.

Il maintient l'indemnité de direction qu'il fixe à 2,400, 3,600 ou 4,800 francs, suivant que l'école est composée de 1 à 3 classes, de 4 à 6 classes ou de 7 classes et plus. Mais il la réduit de moitié, lorsque le bénéficiaire a la jouissance d'un local fourni par la commune qui utilise ses services.

Actuellement, le maximum du traitement n'est atteint qu'après trente ans. Dorénavant, ce maximum pourra être atteint après vingt-huit années de bons services.

Un assez grand nombre de communes ont accordé des suppléments de traitement à leurs instituteurs, à raison du coût élevé de la vie.

En principe — et le projet de loi le rappelle formellement, — les traitements des instituteurs ne peuvent subir aucune réduction pendant la durée des fonctions des titulaires dans la même commune. Mais, il ne serait pas équitable, au moment où le traitement légal est mis en rapport avec le coût de la vie, d'obliger les communes à payer encore les suppléments qu'elles ont alloués à leur personnel enseignant pour parer à l'insuffisance des rémunérations légales actuelles. Aussi le projet de loi prévoit-il la réduction de ces suppléments dans la mesure de la majoration dont le traitement légal est l'objet. Toutefois, cette réduction doit être votée dans le courant des douze mois qui suivent celui où la mesure intéressant le traitement principal a été fixée.

Un autre point concerne le personnel des écoles gardiennes. Le traitement des institutrices gardiennes est fixé à 80 % — au lieu de 75 % — du traitement des institutrices primaires, sauf pour les personnes qui ont été dispensées de tout diplôme et pour celles qui sont munies seulement du certificat de capacité délivré en vertu l'arrêté royal du 27 juin 1898.

Sous le régime actuel, les instituteurs qui possèdent certains certificats déterminés, obtiennent de ce chef une indemnité spéciale (art. 34 de la loi organique). Le projet porte abrogation de cette disposition. Depuis la revision du programme des études normales, la raison qui justifiait l'octroi de cet avantage n'existe plus.

Le tableau ci-joint, formant l'annexe II, permet de comparer les rémunérations allouées en vertu de la loi du 6 mars 1925 au personnel enseignant primaire à celles que propose le Gouvernement. Il permettra de contrôler l'importance du relèvement envisagé.

* . *

Au chapitre VI, on abroge l'article 5 de la loi du 8 mai 1924 qui accorde aux officiers, ingénieurs des fabrications militaires, une indemnité spéciale dont le montant est fixé par arrêté royal.

* . *

La loi organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'État n'établit pas de différence au point de vue du traitement initial, entre les professeurs qui se consacrent entièrement à cet enseignement et ceux qui sont autorisés à exercer une autre profession.

Le Gouvernement estime qu'il y a lieu d'accorder une rémunération plus élevée aux membres du personnel de l'Université qui s'adonnent exclusivement à l'enseignement universitaire et à la recherche scientifique. Il propose de leur

accorder un traitement initial de 60,000 ou de 50,000 francs, selon qu'ils sont professeurs ordinaires ou professeurs extraordinaires.

Le traitement initial des professeurs ordinaires et celui des professeurs extraordinaires, exerçant une autre profession, seraient de 40,000 et de 30,000 francs.

Le délai de trois années prévu pour l'augmentation du traitement des professeurs de la première catégorie serait porté à cinq années pour les professeurs de la seconde.

* *

Le chapitre VIII contient deux dispositions relatives aux cumuls.

La portée de la première est indiquée dans le commentaire du chapitre III du projet de loi.

La seconde autorise à concurrence de 28,000 francs le cumul d'un traitement d'activité et d'une pension militaire pour ancienneté de service accordée par application de l'article 2, 4°, des lois coordonnées sur les pensions militaires et en raison de blessures reçues ou d'infirmités contractées ou aggravées durant la période comprise entre le 1^{er} août 1914 et le 30 septembre 1919.

Ce cumul est actuellement autorisé à concurrence de 12,000 francs, abstraction faite de la partie mobile du traitement.

* *

Le chapitre IX assure le maintien des situations existantes ou, si l'on préfère, le respect des droits acquis.

L'indemnité de résidence de 750 francs est maintenue à titre transitoire aux agents qui en jouissent actuellement du chef de l'exercice de leurs fonctions dans l'agglomération bruxelloise et dont le traitement ne dépasse pas 17,000 francs.

Le même chapitre fixe l'entrée en vigueur de la loi au 1^{er} janvier 1928.

* *

Le chapitre X a trait au logement des préfets d'athénée et des directeurs d'école moyenne.

En vertu de l'article 9 de la loi du 15 juin 1881, la commune qui est le siège d'un athénée ou d'une école moyenne de l'État, procure une demeure ou paie une indemnité compensatoire au préfet de l'athénée ou au directeur de l'école moyenne.

S'inspirant de l'article 43 de l'arrêté royal de péréquation du 1^{er} décembre 1924 et de l'article 18 de l'arrêté royal du 16 décembre 1927, il a paru désirable de stipuler qu'en cas de contestation, le conflit pouvait être tranché par arrêté royal dans la limite maximum de 20 % de la moyenne du traitement organique attaché aux fonctions de préfet d'athénée ou de directeur d'école moyenne.

* *

Le projet de loi revêt un caractère d'urgence qui décidera la Chambre à lui donner un tour de faveur.

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

HENRI JASPAR.

ANNEXE I

Traitements des membres de l'ordre judiciaire à diverses époques.

	Traitements proposés.	1 ^{er} juil. 1924 (partie fixe).	Propositions de la Commission de 1924.	1 ^{er} sept. 1920.	1 ^{er} janvier 1915.	Application du coefficient 7.		
<i>Cour de Cassation.</i>								
Premier président et procureur général.	100,000	48,000	54,000	35,000	18,000	126,000		
Président de chambre et premier avocat général. . .	85,000	41,500	45,000	30,000	15,000	105,000		
Conseillers	80,000	37,000	39,000	25,000	13,000	91,000		
Deuxièmes avocats généraux.	83,000	39,500	42,000	27,000	14,000	98,000		
Greffiers en chef	56,000	22,500	21,500	16,000	8,000	56,000		
Greffiers.	36,000	14,800	14,000	10,000	5,000	35,000		
<i>Cours d'appel.</i>								
Premiers présidents et procureurs généraux . . .	85,000	37,000	39,000	25,000	13,000	91,000		
Présidents de chambre et premiers avocats généraux.	75,000	29,500	30,000	20,000	10,000	70,000		
Conseillers	64,000	25,500	25,500	17,000	8,500	59,500		
Deuxièmes avocats généraux	67,000	27,000	27,000	18,000	9,000	63,000		
Substituts des procureurs généraux	60,000	24,000	24,000	16,000	8,000	56,000		
Greffiers en chef	56,000	22,500	21,500	16,000	8,000	56,000		
Greffiers	34,000	13,400	13,000	9,200	4,500	31,500		
Greffiers à titre personnel.	27,000	10,800	10,500	8,000				
<i>Tribunaux de 1^{re} instance de 1^{re} classe.</i>								
Présidents et procureurs du Roi.	75,000	29,500	30,000	20,000	10,000	70,000		
Vice-présidents	56,000	22,500	22,500	15,000	7,500	52,500		
Juges et substituts du procureur du Roi	44,000	18,000	18,000	12,000	6,000	42,000		
Greffiers en chef	56,000	22,500	21,500	16,000	8,000	56,000		
Greffiers et greffiers à titre personnel	27,000	10,800	10,500	8,000	3,600	25,200		
<i>Tribunaux de 1^{re} instance de 2^e et 3^e classes.</i>								
					2 ^e cl.	3 ^e cl.	2 ^e cl.	3 ^e cl.
Présidents et procureurs du Roi	60,000	24,000	24,000	16,000	8,000	7,000	56,000	49,000
Vice-présidents.	51,000	19,500	19,500	13,000	6,500		45,500	
Juges et substituts du procureur du Roi	40,000	16,500	16,500	11,000	5,500	5,000	38,500	35,000
Greffiers en chef	47,000	18,700	18,000	13,000	6,500	5,000	45,500	35,000
Greffiers et greffiers à titre personnel	25,000	10,200	10,000	7,700	3,400	3,200	23,800	22,400

	Traitements proposés.	1 ^{er} juil. 1924 (partie fixe).	Propositions de la Commission de 1924.	1 ^{er} sept. 1920.	1 ^{er} janvier 1915.	Application du coefficient 7.		
<i>Tribunaux de commerce de 1^{re} classe.</i>								
Référéndaires	75,000	29,500	30,000	20,000	10,000	70,000		
Référéndaires adjoints.	44,000	18,000	18,000	12,000	6,000	42,000		
Greffiers et greffiers à titre personnel	27,000	10,800	10,500	8,000	3,600	25,200		
<i>Tribunaux de commerce de 2^e classe et de Mons.</i>								
Référéndaires	60,000	24,000	24,000	16,000	8,000	36,000		
Référéndaires-adjoints.	40,000	16,500	16,500	11,000	5,500	38,500		
Greffiers et greffiers à titre personnel	25,000	10,200	10,000	7,700	3,400	23,800		
<i>Tribunaux de commerce de 3^e classe.</i>								
Référéndaires	51,000	19,500	18,000	13,000	6,000	42,000		
Référéndaires adjoints.	37,000	15,000	15,000	10,000	5,000	35,000		
Greffiers et greffiers à titre personnel	24,000	9,600	9,500	7,400	3,200	22,400		
<i>Justices de paix de 1^{re} classe.</i>								
Juges de paix	60,000	24,000	24,000	16,000	8,000	56,000		
Greffiers	36,000	14,800	14,000	10,000	5,000	35,000		
Greffiers adjoints et greffiers adjoints à titre personnel	24,000	9,600	9,500	7,400	2,800	19,600		
<i>Justices de paix de 2^e classe.</i>								
Juges de paix	53,000	21,000	21,000	14,000	7,000	49,000		
Greffiers	30,000	12,600	12,000	8,900	4,200	29,400		
Greffiers adjoints et greffiers adjoints à titre personnel	24,000	9,600	9,500	7,400	2,800	19,600		
<i>Justices de paix de 3^e et 4^e classes.</i>								
					3 ^e cl.	4 ^e cl.	3 ^e cl.	4 ^e cl.
Juges de paix	44,000	18,000	18,000	12,000	6,000	5,000	42,000	35,000
Greffiers	25,000	10,200	10,000	7,800	3,400	2,600	23,800	18,200
Greffiers adjoints et greffiers adjoints à titre personnel	24,000	9,600	9,500	7,400	2,800		19,600	

ANNEXE II

	BARÈME de 1914.	BARÈME					
		Base.	Indemnité de logement.	Augmen- tation.	Direction.	TOTAL.	20 %
I. — Agglomération bruxelloise.							
a) Instituteur célibataire, début . . .	1,600	5,000	500	»	»	5,500	1,100
b) Instituteur célibataire, 5 ans de services . . .	1,800	5,000	500	1,000	»	6,500	1,300
c) Instituteur marié, 2 enfants, 10 ans de services . . .	2,500	5,000	1,000	1,700	»	7,700	1,540
d) Instituteur chef d'école, 3 classes, marié, 2 enfants, 20 ans de services . . .	3,150	5,000	1,000	3,000	600	9,600	1,920
e) Instituteur chef d'école, 8 classes, marié, 2 enfants, 28 ans de services . . .	3,750	5,000	1,000	4,500	1,000	11,500	2,300
f) Instituteur chef d'école, 8 classes, marié, 2 enfants, 30 ans de services . . .	3,800	5,000	1,000	5,000	1,000	12,000	2,400
II. — Communes de 5,001 à 40,000 habitants.							
a) Instituteur célibataire, début . . .	1,400	5,000	300	»	»	5,300	1,060
b) Instituteur célibataire, 5 ans de services . . .	1,600	5,000	300	1,000	»	6,300	1,260
c) Instituteur marié, 2 enfants, 10 ans de services . . .	2,100	5,000	600	1,700	»	7,300	1,460
d) Instituteur chef d'école, 3 classes, marié, 2 enfants, 20 ans de services . . .	2,750	5,000	600	3,000	600	9,200	1,840
e) Instituteur chef d'école, 8 classes, marié, 2 enfants, 28 ans de services . . .	3,300	5,000	600	4,500	1,000	11,100	2,220
f) Instituteur chef d'école, 8 classes, marié, 2 enfants, 30 ans de services . . .	3,400	5,000	600	5,000	1,000	11,600	2,320
III. — Communes de 5,000 habitants et moins.							
a) Instituteur célibataire, début . . .	1,350	5,000	200	»	»	5,200	1,040
b) Instituteur célibataire, 5 ans de services . . .	1,550	5,000	200	1,000	»	6,200	1,240
c) Instituteur marié, 2 enfants, 10 ans de services . . .	2,000	5,000	400	1,700	»	7,100	1,420
d) Instituteur chef d'école, 3 classes, marié, 2 enfants, 20 ans de services . . .	2,650	5,000	400	3,000	600	9,000	1,800
e) Instituteur chef d'école, 8 classes, marié, 2 enfants, 28 ans de services . . .	3,200	5,000	400	4,500	1,000	10,900	2,180
f) Instituteur chef d'école, 8 classes, marié, 2 enfants, 30 ans de services . . .	3,200	5,000	400	5,000	1,000	11,400	2,280

ACTUEL					BARÈME PROPOSÉ					
Rési- dence.	Indemnité mobile.	Indemnité de pain.	Indemnité familiale.	TOTAL.	Base.	Augmen- tation.	Supplé- ment pour direction.	Indem- nité familiale.	Indem- nité de ré- sidence.	TOTAL.
»	5,400	360	»	12,360	13,000	»	»	»	»	13,000
»	5,400	360	»	13,560	13,000	2,500	»	»	»	15,500
750	5,400	360	960	16,710	13,000	5,000	»	960	»	18,960
750	7,200	360	960	20,790	13,000	10,000	2,400	960	»	26,360
750	7,200	360	960	23,070	13,000	13,000	4,800	960	»	31,760
750	9,000	360	960	25,470	13,000	13,000	4,800	960	»	31,760
»	5,400	360	»	12,120	13,000	»	»	»	»	13,000
»	5,400	360	»	13,320	13,000	2,500	»	»	»	15,500
»	5,400	360	960	15,480	13,000	5,000	»	960	»	18,960
»	7,200	360	960	19,560	13,000	10,000	2,400	960	»	26,360
»	7,200	360	960	21,840	13,000	13,000	4,800	960	»	31,760
»	7,200	360	960	22,440	13,000	13,000	4,800	960	»	31,760
»	5,400	360	»	12,000	13,000	»	»	»	»	13,000
»	5,400	360	»	13,200	13,000	2,500	»	»	»	15,500
»	5,400	360	960	15,240	13,000	5,000	»	960	»	18,960
»	7,200	360	960	19,320	13,000	10,000	2,400	960	»	26,360
»	7,200	360	960	21,600	13,000	13,000	4,800	960	»	31,760
»	7,200	360	960	22,200	13,000	13,000	4,800	960	»	31,760

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 DECEMBER 1927.

Wetsontwerp betreffende de bezoldiging van de leden der rechterlijke orde, van de mijnraad, van de bestendige deputaties van de Provincieraden, van de katholieke geestelijkheid en van het onderwijzend korps der lagere- en bewaarscholen, alsmede van de officieren, ingenieurs der militaire-fabrieken en van het personeel van het hooger onderwijs.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Daar de muntstabilisatie een feit is dat men als bepaald vaststaande beschouwen mag, heeft de Regeering het oogenblik geschikt geoordeeld om de bedrijfsinkomsten van het door den Staat bezoldigde personeel te stabiliseeren en tot het vooroorlogsehe regime terug te keeren. De prijzen van den kleinhandel ondergaan trouwens niet langer van die grondige schommelingen welke noodzakelijkerwijze gelegenheids-maatregelen medebrengen, waarvan het geringste nadeel is, dat zij vaak slechts voor een zeer korten tijd beantwoorden aan de noodwendigheden die zij moeten verhelpen.

Gebrek aan vooruitzicht in zake belangrijke uitgaven is onvereinigbaar met het in evenwicht houden van de Begrooting. Ook heeft de Regeering alle veranderlijke elementen uit de wedden geweerd. Naast de vaste wedde, heeft zij slechts de gezinsvergoedingen behouden en, afgezien van een overgangsbepaling ten voordeele van sommige in de Brusselsche agglomeratie wonende agenten, heeft zij zelfs de standplaatstoelage prijs gegeven welke vóór den oorlog onbekend was en kan afgeschaft worden, dank zij den geleidelijken terugkeer tot een normalen toestand.

Wat de gezinstoelage betreft, is de Regeering zinnens het thans van kracht zijnde stelsel voor de magistratuur te behouden, mits de bedragen te verhoogen in een mate gelijk aan die welke werd aangenomen, voor de aan de ambtenaars van de bestuurlijke orde bij Koninklijk besluit van 16 December 1927 verleende gezinstoelage.

Dient men, ten slotte, te doen opmerken dat de vereenvoudiging van het ordonnanceeren der uitgave een vermindering van arbeid voor gevolg heeft?

* *

De tusschenkomst van den Wetgever is vereischt om het nieuwe regime uit te breiden tot sommige reeksen van belanghebbenden wier wedde bij wet wordt vastgesteld.

Deze tusschenkomst werd laatst ingeroepen bij de perequatie van 1924; zij gaf aanleiding tot de beide wetten van 6 Maart 1925, waarvan de eene betrek-

king heeft op de wedden der leden van het Rekenhof en de andere op de bezoldiging der leden van de rechterlijke orde van den mijnraad, van de bestendige deputaties van de provincieraden, van de katholieke geestelijkheid en van het onderwijzend korps der lagere- en bewaarscholen.

Men dient op te merken dat, voor in geval de wedden der ambtenaars en agenten van den Staat bij algemeenen maatregel wegens schommelingen in de levensduurte zouden gewijzigd worden, de Regeering de noodige macht verkreeg om, op dezelfde grondslagen, de wedden te herzien der hoogleeraars en beheerders-opzieners aan de Staatshoogescholen (wet van 25 Juni 1922, art. 2), der burgerlijke leeraars van de militaire school (wet van 16 December 1922) en van de provinciale griffiers (wet van 20 Juli 1920, art. 3).

Zij bezit onvoorwaardelijk de macht, de wedden van het personeel der door den Staat bestuurde middelbare onderwijsinstellingen (wet van 31 Juli 1923, art. 1). De traditie getrouw, laat de Regeering aan de Kamer het initiatief nemen van nieuwe maatregelen ten gunste der leden van het Rekenhof. Het huidig ontwerp bedoelt derhalve alleen de herziening van de organieke wedden van de magistratuur, den mijnraad, de katholieke geestelijkheid, de bestendige afgevaardigden en de onderwijzers. — Bijkomenderwijze heeft dit ontwerp betrekking op sommige voordeelen verleend aan de officieren-ingenieurs der militaire fabrieken en aan het personeel van het hooger onderwijs.

Over het algemeen heeft de Regeering, in haar werk de 7/3^e van de vaste wedden van 1924, tot uitgangs- en tot richtpunt genomen. Aldus heeft zij, ten nadeele van het hooger personeel, het degressief stelsel, grondslag van de perequatie van 1924, behouden.

Gezien de numerieke belangrijkheid van de uitgave en den onvermijdelijken terugslag ervan op 's lands algemeene economie, heeft de Regeering besloten, bij overgangsmaatregel, het toekennen der nieuwe organieke wedden te beperken tot de zeven en negentig honderdsten van het deel dat gelijk is aan of minder dan 26,000 frank, en tot drie en negentig honderdsten van het deel dat, in voorkomend geval, deze som te boven gaat. Alzoo verschaft zij aan het begrotingsevenwicht eene veiligheids-marge welke men als voldoende mag beschouwen.

Met het doel het latere ineenschakelen der organieke wetten te vergemakkelijken werden afzonderlijke voorstellen per groep van belanghebbenden gedaan en maakt ieder derzelve het voorwerp van een hoofdstuk uit.

Het eerste hoofdstuk wordt gewijd aan de wedden van de rechterlijke orde.

Eene tabel, zijnde de bijlage I van deze Memorie, laat toe de voorgestelde wedden te vergelijken met de wedden die achtereenvolgens aan de leden van de rechterlijke orde toegekend worden.

Om deze tabel juist te beoordeelen moet men niet uit het oog verliezen dat de periodieke verhoogen, welke bij de wedden gevoegd worden, slechts in zeer geringe mate (50 %) verhoogd worden, hetgeen het evenwicht herstelt.

De periodieke verhoogen werden bij de wet van 21 Juli 1899 ingesteld.

Zij waren eerst vijfjaarlijksch; zij werden slechts aan de magistraten verleend en beliepen 300 frank.

De wet van 5 December 1903 strekte het voordeel ervan uit tot de griffiers en behield 300 frank als bedrag van elke verhooging, behalve voor de griffiers der vrederechten van 4^e klasse waarvoor het organiek bedrag op 250 frank vastgesteld werd.

Bij het invoeren van de betrekkingen van referendaris en toegevoegd referendaris, kende de wet aan de titularissen verhoogen van 300 frank toe.

De wet van 15 November 1918, veranderde de vijfjaarlijkse verhooging in vierjaarlijkse en bracht of behield het bedrag ervan op 300 frank voor iedereen.

De wet van 31 Juli 1920 veranderde de vierjaarlijkse verhoogingen in driejaarlijkse en bracht het bedrag ervan op 500 frank.

Ten slotte werd er bij wet van 6 Maart 1925, artikel 5, besloten de periodieke verhoogingen van de magistraten op 1,000 frank en die van de griffiers op 600 frank te brengen, alsmede het bedrag van deze verhoogingen, voor allen tot 6,000 frank te beperken.

In het wetsontwerp, bepaalt men zich erbij deze cijfers met 50 t. h. op te voeren.

De verhooging voor den magistraat is 1,500 frank en die voor den griffier 900 frank en het maximum voor beiden wordt op 9,000 frank beperkt.

Anderzijds bleek het redelijk een vaste wedde voor den Eersten Voorzitter en den Procureur Generaal van het Hof van Cassatie vast te stellen, en voor de andere magistraten van hetzelfde Hof, bij het toekennen der periodieke verhoogingen, de in eene of meerdere lagere juridicties bewezen diensten, in rekening te brengen.

Evenzoo mag de vrederechter, bevorderd tot rechter of substituut bij een rechtbank van eersten aanleg, zijn vroegere diensten in aanmerking laten komen, zooals de heeren Magonne en consoorten het vroegen bij het wetsvoorstel dat zij den 31^e October 1927 bij den Senaat hebben ingediend. (*Bescheid*, n^o 91.)

Luidens artikel 3 der wet van 22 Juli 1927, zijn de bijgevoegde substituut-procureurs des Konings, in opzicht van wedden, gelijkgesteld met de werkelijke substituten. Dat is de reden waarom zij in het wetsontwerp niet voorkomen.

Sommige weddebijlagen werden opgevoerd ten beloope van 50 t. h.

* *

Hoofdstukken II, III en IV hebben onderscheidenlijk betrekking op de wedden van den mijnraad, die van de katholieke geestelijkheid en die van de bestendige afgevaardigden.

Zij vergen geen bijzonderen uitleg.

Uit de samenvoeging van artikelen 4 en 13 van het wetsontwerp vloeit voort dat de geestelijke, die *voorloopig* het ambt van pastoor, van kerkbedienaar, van kapelaan of van onderpastoor vervult, recht heeft op de helft der wedde voor de openstaande plaats en, in voorkomend geval, op de volle wedde van het ambt waarvan hij titularis is en dat hij voort vervult.

Volgens gemeen recht zou de belanghebbende de algeheele beschikbare wedde moeten bekomen en, zoo hij de twee functiën cumuleert, zou de vermindering met de helft op de laagste wedde moeten slaan.

* *

Hoofdstuk V heeft betrekking op de wedden van de onderwijzers.

Onverminderd de deelen waaruit de wedde van de leden van het Staatspersoneel bestaat, behelst de wettelijke wedde van de onderwijzers eene woonstvergoeding, en, voor de schoolhoofden, eene bestuursvergoeding.

Bij dit ontwerp wordt de woonstvergoeding opgenomen in de wedde van den onderwijzer, waarvan het minimum, bij wet van 6 Maart 1925 vastgesteld op 5,000 frank, op 13,000 frank wordt gebracht.

Het handhaaft de bestuursvergoeding die het op 2,400, 3,600 of 4,800 frank

vaststelt, naar gelang de school uit 1 tot 3 klassen, 4 tot 6 klassen of 7 klassen en meer bestaat. Maar het brengt ze op de helft wanneer de rechthebbende het genot heeft van een lokaal verschaft door de gemeente die zijn diensten gebruikt.

Thans wordt het maximum van de wedde slechts na 30 jaar bereikt. Voortaan kan dit maximum na 28 jaar goeden dienst worden bekomen.

Tamelijk veel gemeenten hebben aan hunne onderwijzers, wegens duur leven, wedde-bijslagen verleend.

In beginsel — en het wetsontwerp herinnert er formeel aan — mogen de wedden van de onderwijzers geenerlei vermindering ondergaan tijdens den duur van de ambtsvervulling van de titularissen in een zelfde gemeente. Doch het ware niet billijk, nu dat de wettelijke wedde in verhouding tot de levensduurte wordt gebracht, de gemeenten ertoe te verplichten voort de bijslagen te betalen die zij aan hun onderwijzend personeel hebben toegekend om de ontoereikende van de huidige wettelijke bezoldigingen te verhelpen. Ook voorziet het wetsontwerp de vermindering van deze bijslagen naar mate van de verhooging van de wettelijke wedde. Echter dient deze vermindering goedgestemd in den loop van de twaalf maanden, volgende op deze tijdens welke de maatregel omtrent de hoofd-wedde werd getroffen.

Een ander punt heeft betrekking op het personeel van de bewaarscholen. De wedde van de bewaarschoolonderwijzeressen wordt vastgesteld op 80 t. h. in plaats van 75 t. h. van de wedde der lagere schoolonderwijzeressen, behoudens voor de personen welke van de verplichting, een diploma te bezitten, werden ontslagen en voor deze, welke slechts voorzien zijn van een krachtens het Koninklijk besluit van 27 Juni 1898 uitgereikt bekwaamheidsbewijs.

Onder het huidig regime bekomen de onderwijzers, die sommige bepaalde getuigschriften bezitten, uit dien hoofde een bijzondere vergoeding (art. 34 van de organieke wet). Deze bepaling wordt bij het ontwerp ingetrokken. Sedert de herziening van het programma der studiën aan de normaalscholen, bestaat dit voordeel niet meer.

Aan de hand van bijgaande tabel, bijlage II, is het mogelijk de krachtens de wet van 6 Maart 1925 aan het onderwijzend lagere schoolpersoneel verleende bezoldigingen te vergelijken met die welke de Regeering voorstelt. Men zal aldus de belangrijkheid van de in 't vooruitzicht gestelde verhooging kunnen nagaan.

* * *

Hoofdstuk VI houdt intrekking van artikel 5 der wet van 8 Mei 1924 waarbij aan de officieren, ingenieurs van de militaire fabrieken, een bijzondere vergoeding wordt verleend, waarvan het bedrag bij Koninklijk besluit is vastgesteld.

* * *

Bij de organieke wet van het op Staatskosten gegeven hooger onderwijs, wordt in zake aanvangswedde geen onderscheid gemaakt tusschen de hoogleeraars die zich volledig aan dit onderwijs wijden en diegene welke een ander bedrijf mogen uitoefenen.

De Regeering oordeelt dat een hogere bezoldiging dient verleend aan de leden van het Universiteitspersoneel, die zich uitsluitend aan hooger onderwijs en wetenschappelijke navorschingen wijden. Zij stelt voor hun een aanvangswedde van 60,000 of van 50,000 frank toe te kennen, naar gelang zij gewoon of buitengewoon hoogleeraar zijn.

De aanvangswedde van de gewone en die van de buitengewone hoogleeraren, die een ander beroep uitoefenen zouden 40,000 en 30,000 frank bedragen.

De voor de verhooging der wedde van de hoogleeraren van de eerste categorie voorzien termijn van drie jaren zou voor de hoogleeraren van de tweede categorie op vijf jaren worden gebracht.

. . .

Hoofdstuk VIII behelst twee bepalingen betreffende cumulatie.

De draagwijdte van de eerste wordt aangeduid in de toelichting van hoofdstuk III van het wetsontwerp.

De tweede veroorlooft, tot een beloop van 28,000 frank, het cumuleren van een activiteitswedde met een militair pensioen wegens dienst-ancienniteit, verleend bij toepassing van artikel 2, 4^o, van de samengeschakelde wetten op de militaire pensioenen en wegens kwetsuren of gebrekkigheden opgelopen of verergerd gedurende het tijdperk van 1 Augustus 1914 tot 30 September 1919.

Deze cumulatie wordt thans toegelaten tot een beloop van 12,000 frank, afgezien van het veranderlijk gedeelte van de wedde.

. . .

Hoofdstuk IX verzekert de handhaving van de bestaande toestanden, of, zoo men verkiest, het eerbiedigen van de verworven rechten.

De verblijfsvergoeding van 750 frank wordt bij overgangsmaatregel gehandhaafd ten bate van de agenten die ze thans genieten wegens het uitoefenen van hun ambt in de Brusselsche agglomeratie en waarvan de wedde de 17,000 frank niet te boven gaat.

Hetzelfde hoofdstuk bepaalt dat de wet op 1 Januari 1928 van kracht wordt.

. . .

Hoofdstuk X heeft betrekking op het huisvesten van athenaeumprefecten en bestuurders van middelbare scholen.

Overeenkomstig artikel 9 van de wet van 15 Juni 1881, wordt er door de gemeente waar een athenaeum of eene middelbare school van den Staat gevestigd is, aan den athenaeumprefect of aan den bestuurder dier middelbare school woongelegenheid verschaft of eene evenwaardige vergoeding uitgekeerd.

Aan de hand van artikel 43 van het Koninklijk besluit van perequatie van 1 December 1924 en van artikel 18 van het Koninklijk besluit van 16 December 1927, is het wenschelijk gebleken te bepalen dat, bij betwisting, het geschil bij Koninklijk besluit zou kunnen beslecht worden binnen de grenzen van een maximum van 20 t. h. van het gemiddelde der organieke wedde, welke aan het ambt van athenaeumprefect of van bestuurder eener middelbare school verbonden is.

. . .

Dit wetsvoorstel is dringend en dit zal de Kamer ertoe aanzetten er een gunstbeurt aan te geven.

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

HENRI JASPAR.

BIJLAGE I

Wedden van de leden der rechterlijke orde op verschillende tijdstippen.

	Voor- gestelde wedden.	1 Juli 1924 (vast gedeelte).	Voorstellen van de Commissie van 1924.	1 Sept. 1920.	1 Januari 1915.	Toepassing van coëfficiënt 7.
<i>Hof van cassatie.</i>						
Eerste voorzitter en procureur-generaal	100,000	48,000	54,000	35,000	18,000	126,000
Kamervoorzitter en eerste advocaat-generaal	85,000	41,500	45,000	30,000	15,000	105,000
Raadsheeren	80,000	37,000	39,000	25,000	13,000	91,000
Tweede advocaten-generaal	83,000	39,500	42,000	27,000	14,000	98,000
Hoofdgriffiers	56,000	22,500	21,500	16,000	8,000	56,000
Griffiers	36,000	14,800	14,000	10,000	5,000	35,000

Hoven van hooger beroep.

Eerste voorzitters en procureurs-generaal	85,000	37,000	39,000	25,000	13,000	91,000
Kamervoorzitters en eerste advocaten-generaal	75,000	29,500	30,000	20,000	10,000	70,000
Raadsheeren	64,000	25,500	25,500	17,000	8,500	59,500
Tweede advocaten-generaal	67,000	27,000	27,000	18,000	9,000	63,000
Substituten der procureurs-generaal	60,000	24,000	24,000	16,000	8,000	56,000
Hoofdgriffiers	56,000	22,500	21,500	16,000	8,000	56,000
Griffiers	34,000	13,400	13,000	9,200	4,500	31,500
Griffiers ten persoonlijken titel	27,000	10,800	10,500	8,000		

Rechtbanken van eersten aanleg, 1^e klasse.

Voorzitters en procureurs des Konings	75,000	29,500	30,000	20,000	10,000	70,000
Ondervoorzitters	56,000	22,500	22,500	15,000	7,500	52,500
Rechters en substit. van den procur. des Konings	44,000	18,000	18,000	12,000	6,000	42,000
Hoofdgriffiers	56,000	22,500	21,500	16,000	8,000	56,000
Griffiers en griffiers ten persoonlijken titel	27,000	10,800	10,500	8,000	3,600	25,200

Rechtbanken van eersten aanleg, 2^e en 3^e klasse.

					2 ^e cl.	5 ^e cl.	2 ^e cl.	5 ^e cl.
Voorzitters en procureurs des Konings	60,000	21,000	24,000	16,000	8,000	7,000	56,000	49,000
Ondervoorzitters	51,000	19,500	19,500	13,000	6,500		45,500	
Rechters en substit. van den procur. des Konings	40,000	16,500	16,500	11,000	5,500	5,000	38,500	35,000
Hoofdgriffiers	47,000	18,700	18,000	13,000	6,500	5,000	45,500	35,000
Griffiers en griffiers ten persoonlijken titel	25,000	10,200	10,000	7,700	3,400	3,200	23,800	22,400

	Voor- gestelde wedden.	1 Juli 1924 (vast gedeelte).	Voorstellen van de Commissie van 1924.	1 Sept. 1920.	1 Januari 1915.	Toepassing van coëfficiënt 7.
--	------------------------------	------------------------------------	---	------------------	--------------------	-------------------------------------

Rechtbanken van koophandel, 1^e klasse.

Referendarissen	75,000	29,500	30,000	20,000	10,000	70,000
Toegevoegde referendarissen.	44,000	18,000	18,000	12,000	6,000	42,000
Griffiers en griffiers ten persoonlijken titel.	27,000	10,800	10,500	8,000	3,600	25,200

Rechtbanken van koophandel, 2^e klasse en te Bergen.

Referendarissen	60,000	24,000	24,000	16,000	8,000	36,000
Toegevoegde referendarissen	40,000	16,500	16,500	11,000	5,500	38,500
Griffiers en griffiers ten persoonlijken titel	25,000	10,200	10,000	7,700	3,400	23,800

Rechtbanken van koophandel 3^e klasse.

Referendarissen	51,000	19,500	18,000	13,000	6,000	42,000
Toegevoegde referendarissen	37,000	15,000	15,000	10,000	5,000	35,000
Griffiers en griffiers ten persoonlijken titel.	24,000	9,600	9,500	7,400	3,200	22,400

Vredegerechten 1^e klasse.

Vrederechters	60,000	24,000	24,000	16,000	8,000	56,000
Griffiers	36,000	14,800	14,000	10,000	5,000	35,000
Adjunct-griffiers en adj.-griff. ten persoonlijken titel.	24,000	9,600	9,500	7,400	2,800	19,600

Vredegerechten 2^e klasse.

Vrederechters	53,000	21,000	21,000	14,000	7,000	49,000
Griffiers	30,000	12,600	12,000	8,900	4,200	29,400
Adjunct-griffiers en adj.-griff. ten persoonlijken titel.	24,000	9,600	9,500	7,400	2,800	19,600

Vredegerechten 3^e en 4^e klassen.

					3 ^e cl.	4 ^e cl.	5 ^e cl.	4 ^e cl.
Vrederechters	44,000	18,000	18,000	12,000	6,000	5,000	42,000	35,000
Griffiers	25,000	10,200	10,000	7,800	3,400	2,600	23,800	18,200
Adjunct-griffiers en adj.-griff. ten persoonlijken titel.	24,000	9,600	9,500	7,400	2,800		19,600	

BIJLAGE II

	LOON- SCHAAL. 1914.	HUIDIGE					
		Grond- wedde.	Woning- vergoeding.	Ver- hooging.	Bestuurs- vergoeding.	TOTAAL.	20 %
I. — Groot-Brussel.							
a) Onderwijzer ongehuwd, aanvang- wedde	1,600	5,000	500	»	»	5,500	1,100
b) Onderwijzer ongehuwd, 5 dienst- jaren	1,800	5,000	500	1,000	»	6,500	1,300
c) Onderwijzer gehuwd, 2 kinderen, 10 dienstjaren	2,500	5,000	1,000	1,700	»	7,700	1,540
d) Onderwijzer schoolhoofd, 3 klassen, gehuwd, 2 kinderen, 20 dienst- jaren	3,150	5,000	1,000	3,000	600	9,600	1,920
e) Onderwijzer schoolhoofd, 8 klassen, gehuwd, 2 kinderen, 28 dienst- jaren	3,750	5,000	1,000	4,500	1,000	11,500	2,300
f) Onderwijzer schoolhoofd, 8 klassen, gehuwd, 2 kinderen, 30 dienst- jaren	3,800	5,000	1,000	5,000	1,000	12,000	2,400
II. — Gemeenten met 5,001 tot 40,000 inwoners.							
a) Onderwijzer ongehuwd, aanvang- wedde	1,400	5,000	300	»	»	5,300	1,060
b) Onderwijzer ongehuwd, 5 dienst- jaren	1,600	5,000	300	1,000	»	6,300	1,260
c) Onderwijzer gehuwd, 2 kinderen, 10 dienstjaren	2,100	5,000	600	1,700	»	7,300	1,460
d) Onderwijzer schoolhoofd, 3 klassen, gehuwd, 2 kinderen, 20 dienst- jaren	2,750	5,000	600	3,000	600	9,200	1,840
e) Onderwijzer schoolhoofd, 8 klassen, gehuwd, 2 kinderen, 28 dienst- jaren	3,300	5,000	600	4,500	1,000	11,400	2,220
f) Onderwijzer schoolhoofd, 8 klassen, gehuwd, 2 kinderen, 30 dienst- jaren	3,400	5,000	600	5,000	1,000	11,600	2,320
III. — Gemeenten met 5,000 of minder inwoners.							
a) Onderwijzer ongehuwd, aanvang- wedde	1,350	5,000	200	»	»	5,200	1,040
b) Onderwijzer ongehuwd, 5 dienst- jaren	1,550	5,000	200	1,000	»	6,200	1,240
c) Onderwijzer gehuwd, 2 kinderen, 10 dienstjaren	2,000	5,000	400	1,700	»	7,100	1,420
d) Onderwijzer schoolhoofd, 3 klassen, gehuwd, 2 kinderen, 20 dienst- jaren	2,650	5,000	400	3,000	600	9,000	1,800
e) Onderwijzer schoolhoofd, 8 klassen, gehuwd, 2 kinderen, 28 dienst- jaren	3,200	5,000	400	4,500	1,000	10,900	2,180
f) Onderwijzer schoolhoofd, 8 klassen, gehuwd, 2 kinderen, 30 dienst- jaren	3,200	5,000	400	5,000	1,000	11,400	2,280

LOONSCHAAL.					VOORGESTELDE LOONSCHAAL.					
Verblijfs- vergoeding.	Verander- lijke toeslag.	Brood- bijslag.	Gezins- toeslag.	TOTAAL.	Grond- wedde.	Ver- hooging.	Bestuur s- vergoeding.	Familie- vergoeding.	Verblijfs- vergoeding.	TOTAAL.
»	5,400	360	»	12,360	13,000	»	»	»	»	13,000
»	5,400	360	»	13,360	13,000	2,500	»	»	»	15,500
750	5,400	360	960	16,710	13,000	5,000	»	960	»	18,960
750	7,200	360	960	20,790	13,000	10,000	2,400	960	»	26,360
750	7,200	360	960	23,070	13,000	13,000	4,800	960	»	31,760
750	9,000	360	960	25,470	13,000	13,000	4,800	960	»	31,760
»	5,400	360	»	12,120	13,000	»	»	»	»	13,000
»	5,400	360	»	13,320	13,000	2,500	»	»	»	15,500
»	5,400	360	960	15,480	13,000	5,000	»	960	»	18,960
»	7,200	360	960	19,560	13,000	10,000	2,400	960	»	26,360
»	7,200	360	960	21,840	13,000	13,000	4,800	960	»	31,760
»	7,200	360	960	22,440	13,000	13,000	4,800	960	»	31,760
»	5,400	360	»	12,000	13,000	»	»	»	»	13,000
»	5,400	360	»	13,200	13,000	2,500	»	»	»	15,500
»	5,400	360	960	15,240	13,000	5,000	»	960	»	18,960
»	7,200	360	960	19,320	13,000	10,000	2,400	960	»	26,360
»	7,200	360	960	21,600	13,000	13,000	4,800	960	»	31,760
»	7,200	360	960	22,200	13,000	13,000	4,800	960	»	31,760

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

Projet de loi relatif à la rétribution des membres de l'ordre judiciaire, du conseil des mines, des députations permanentes des conseils provinciaux, du clergé catholique et du corps enseignant des écoles primaires et gardiennes ainsi que des officiers, ingénieurs des fabrications militaires, et du personnel de l'enseignement supérieur.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Conseil des Ministres,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre Nom aux Chambres législatives par Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies.

CHAPITRE PREMIER.

DES TRAITEMENTS DES MEMBRES DE L'ORDRE JUDICIAIRE.

ARTICLE PREMIER.

Par dérogation à l'article 3 de la loi du 6 mars 1925, les traitements des membres de l'ordre judiciaire sont fixés ainsi qu'il suit :

Cour de cassation.

Premier président et procureur général. fr.	400,000
Président de chambre et premier avocat général	85,000
Conseillers	80,000
Deuxièmes avocats généraux.	83,000
Greffiers en chef	56,000
Greffiers	36,000

Wetsontwerp betreffende het bezoldigen van de leden van de rechterlijke orde, den mijnraad, de bestendige deputatiën van de provinciale raden, de katholieke geestelijkheid en het onderwijzend korps der lagere en bewaarscholen, alsook der officieren, ingenieurs der militaire fabrieken, en van het personeel van het hooger onderwijs.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onze in Raad vergaderde Ministers,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp, waarvan de inhoud volgt, zal, in Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamers ingediend worden door Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën.

HOOFDSTUK EËN.

WEDDEN VAN DE LEDEN DER RECHTERLIJKE ORDE.

EERSTE ARTIKEL.

Bij afwijking van artikel 3 der wet van 6 Maart 1925, worden de jaarwedden van de leden der rechterlijke orde bepaald als volgt :

Hof van Cassatie.

Eerste voorzitter en procureur generaal. fr.	400,000
Kamervoorzitter en eerste advocaat-generaal	85,000
Raadsheeren	80,000
Tweede advocaten-generaal	83,000
Hoofdgriffiers	56,000
Griffiers	36,000

Cours d'appel.

Premiers présidents et procureurs généraux fr.	85,000
Présidents de chambre et premiers avocats généraux	75,000
Conseillers	64,000
Deuxièmes avocats généraux	67,000
Substituts des procureurs généraux	60,000
Greffiers en chef	56,000
Greffiers	34,000
Greffiers à titre personnel	27,000

Tribunaux de première instance.

	1 ^{re} classe.	2 ^e et 3 ^e classes.
Présidents et procureurs du Roi fr.	75,000	60,000
Vice-présidents	56,000	51,000
Juges et substituts du procureur du Roi	44,000	40,000
Greffiers en chef	56,000	47,000
Greffiers et greffiers à titre personnel	27,000	25,000

Tribunaux de commerce.

	1 ^{re} classe.	2 ^e classe et tribunal de Mons.	3 ^e classe.
Référendaires . . . fr.	75,000	60,000	51,000
Référendaires adjoints . . .	44,000	40,000	37,000
Greffiers et greffiers à titre personnel . . .	27,000	25,000	24,000

Justices de paix.

	1 ^{re} cl.	2 ^e cl.	3 ^e et 4 ^e cl.
Juges de paix . . . fr.	60,000	53,000	44,000
Greffiers	36,000	30,000	25,000
Greffiers adjoints et greffiers adjoints à titre personnel, sans distinction de classe . . .	»	»	24,000

Cour militaire.

Président et auditeur général . . . fr.	80,000
Substitut de l'auditeur général . . .	60,000
Greffier	56,000
Greffiers adjoints	27,000

Conseils de guerre.

Auditeurs militaires fr.	56,000
Substituts des auditeurs militaires . . .	37,000
Greffiers	32,000
Greffiers adjoints	22,000

Hoven van Beroep.

Eerste voorzitters en procureurs-generaal fr.	85,000
Kamervoorzitters en eerste advocaten-generaal	75,000
Raadsheeren	64,000
Tweede advocaten-generaal	67,000
Substituten der procureurs-generaal . . .	60,000
Hoofdgriffiers	56,000
Griffiers	34,000
Griffiers ten persoonlijken titel	27,000

Rechtbanken van eersten aanleg.

	1 ^{re} classe.	2 ^e en 3 ^e klassen.
Voorzitters en procureurs des Konings fr.	75,000	60,000
Ondervoorzitters	56,000	51,000
Rechters en substituten van den procureur des Konings . . .	44,000	40,000
Hoofdgriffiers	56,000	47,000
Griffiers en griffiers ten persoonlijken titel	27,000	25,000

Rechtbanken van koophandel.

	1 ^{re} classe.	2 ^e klasse en rechtbank van Bergen.	3 ^e klasse.
Referendarissen . . . fr.	75,000	60,000	51,000
Toegevoegde referendarissen	44,000	40,000	37,000
Griffiers en griffiers ten persoonlijken titel . . .	27,000	25,000	24,000

Vrederegerechten.

	1 ^{re} kl.	2 ^e kl.	3 ^e en 4 ^e kl.
Vrederechters . . . fr.	60,000	53,000	44,000
Griffiers	36,000	30,000	25,000
Adjunct-griffiers en adjunct-griffiers ten persoonlijken titel zonder onderscheid van klasse . . .	»	»	24,000

Krijsgerechtshof.

Voorzitter en auditeur-generaal . . . fr.	80,000
Substituut van den auditeur-generaal . . .	60,000
Griffier	56,000
Adjunct-griffiers	27,000

Krijgsraden.

Krijgsauditeurs fr.	56,000
Substituten van de krijgsauditeurs . . .	37,000
Griffiers	32,000
Adjunct-griffiers	22,000

ART. 2.

Les suppléments de traitement alloués aux juges des enfants, aux juges d'appel des enfants, aux juges d'instruction, aux premiers substituts des procureurs du Roi et aux premiers référendaires adjoints des tribunaux de Commerce sont fixés comme suit :

Juges des enfants.

	1 ^o classe.	2 ^o et 3 ^o classes.
Pour le premier terme de 3 ans	2,700	2,250
Après 3 ans de fonctions en la même qualité	3,600	2,700
Après 6 ans	4,500	3,400
Après 9 ans	6,750	4,500
Après 15 ans	9,000	7,500

Juges d'appel des enfants.

Pendant la durée de leurs fonctions en cette qualité . . . fr.	2,700	»
--	-------	---

Juges d'instruction.

Pour le premier terme de 3 ans	2,700	2,250
Après 3 ans de fonctions en la même qualité	3,600	2,700
Après 6 ans	4,500	3,400

Premiers substituts.

Pour le premier terme de 3 ans	3,750	2,250
Après 3 ans de fonctions en la même qualité	4,700	3,000
Après 6 ans	5,700	3,750

Premiers référendaires adjoints.

Pour le premier terme de 3 ans	3,750	»
Après 3 ans de fonctions	4,700	»
Après 6 ans	5,700	»

ART. 2.

De bijwedden, toegekend aan de kinderrechters, aan de kinderrechters van hooger beroep, aan de onderzoeksrechters, aan de eerste substituten van de procureurs des Konings en aan de eerste toegevoegde referendarissen bij de Rechtbanken van Koophandel worden bepaald als volgt :

Kinderrechters.

	1 ^o klasse.	2 ^o en 3 ^o klassen.
Voor den eersten driejaarlijkschen termijn	2,700	2,250
Na 3 jaar ambtsvervulling in dezelfde hoedanigheid	3,600	2,700
Na 6 jaar	4,500	3,400
Na 9 jaar	6,750	4,500
Na 15 jaar	9,000	7,500

Kinderrechters van hooger beroep.

Voor gansch den duur hunner ambtsvervulling in deze hoedanigheid fr.	2,700	»
--	-------	---

Onderzoekrechters.

Voor den eersten driejaarlijkschen termijn fr.	2,700	2,250
Na 3 jaar ambtsvervulling in dezelfde hoedanigheid	3,600	2,700
Na 6 jaar	4,500	3,400

Eerste substituten.

Voor den eersten driejaarlijkschen termijn fr.	3,750	2,250
Na 3 jaar ambtsvervulling in dezelfde hoedanigheid	4,700	3,000
Na 6 jaar	5,700	3,750

Eerste toegevoegde referendarissen.

Voor den eersten driejaarlijkschen termijn	3,750	»
Na 3 jaar ambtsvervulling	4,700	»
Na 6 jaar	5,700	»

ART. 3.

L'article 1^{er} de la loi du 21 juillet 1899 et l'article 1^{er} de la loi du 5 décembre 1903, modifiés par la loi du 6 mars 1925, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Les traitements du premier Président et du Procureur général de la Cour de cassation ne comportent aucune augmentation.

» Les traitements des autres magistrats ainsi que des greffiers et greffiers adjoints des Cours et Tribunaux sont majorés après chaque période de trois années de fonctions effectives dans une ou plusieurs juridictions.

» Ces majorations sont fixées à 1,500 francs pour les magistrats et à 900 francs pour les greffiers. Elles ne pourront dépasser au total 9,000 fr. ».

ART. 4.

L'article 7 de la loi du 6 mars 1925 est remplacé par la disposition suivante :

« ART. 7. — Les magistrats reçoivent l'indemnité de naissance accordée aux fonctionnaires de l'ordre administratif.

» Une indemnité leur est allouée pour chacun des enfants au delà de deux, qui sont à charge et âgés de moins de 21 ans.

» Les taux mensuels de cette indemnité sont de 140 francs pour le troisième enfant, de 180 francs pour le quatrième et de 200 francs pour chacun des suivants.

» Le taux applicable du chef d'un enfant est déterminé, au jour de la naissance, d'après le nombre des enfants qui, à cette date, justifient l'attribution de l'indemnité. Il reste immuable aussi longtemps que le même enfant entre en compte pour la liquidation de l'indemnité ».

ART. 3.

Artikel 1 der wet van 21 Juli 1899 en artikel 1 der wet van 5 December 1903, gewijzigd bij de wet van 6 Maart 1925, worden vervangen door de volgende bepalingen :

« De wedden van den Eersten Voorzitter en van den Procureur-Generaal bij het Hof van cassatie behelzen geen enkele verhooging.

» De wedden van de andere magistraten alsook van de Griffiers en adjunct-griffiers bij de Hoven en Rechtbanken worden verhoogd na elk tijdperk van drie jaren werkelijke functie in een of verschillende rechtsgebieden.

» Deze verhoogingen worden vastgesteld op 1,500 frank voor de magistraten en op 900 frank voor de griffiers. Zij mogen een totaal van 9,000 frank niet overschrijden. »

ART. 4.

Artikel 7 der wet van 6 Maart 1925 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« ART. 7. — De magistraten ontvangen de geboortetoelagen, welke aan de ambtenaren der bestuurlijke orde verleend wordt :

» Er wordt hun eene vergoeding toegekend voor elk kind boven de twee, te hunnen laste en minder dan een-entwintig jaar oud.

» De maandelijksche bedragen dezer vergoeding zijn 140 frank voor het derde kind, 180 frank voor het vierde, en 200 frank voor elk der volgende.

» Het bedrag van den kinderbijslag wordt, op den dag der geboorte bepaald volgens het aantal kinderen waarvoor, op dezen datum, recht op vergoeding wordt verkregen. Het blijft onveranderd zoolang hetzelfde kind voor de uitkeering van den bijslag in aanmerking komt.

ART. 5.

Les traitements ci-après sont substitués à ceux dont l'article 3 de la loi du 18 août 1927 garantit la jouissance, jusqu'au moment du rappel à l'activité, aux auditeurs militaires, substitués, greffiers et greffiers adjoints près les conseils de guerre permanents supprimés par application de la loi précitée:

Conseils de guerre.

	1 ^e classe	2 ^e classe	3 ^e classe
Auditeurs militaires . . .	56,000	51,000	44,000
Substitués des auditeurs militaires sans distinction de classe . . .	"	"	37,000
Greffiers	30,000	27,500	25,000
Greffiers adjoints . . .	20,000	18,500	17,000

CHAPITRE II.

DES TRAITEMENTS DES MEMBRES
DU CONSEIL DES MINES.

ART. 6.

Par modification à l'article 8, nouveau, de la loi du 2 mai 1837, le traitement des conseillers des mines est porté à 42,000 francs, celui du président à 55,000 francs et celui du greffier à 30,000 francs.

Il est alloué, de trois en trois ans, au président et aux membres du Conseil des mines des augmentations de 1,500 francs et au greffier des augmentations de 900 francs. — Ces augmentations ne peuvent dépasser 9,000 francs par intéressé.

CHAPITRE III.

DES TRAITEMENTS DES MEMBRES DU CLERGÉ
DU CULTE CATHOLIQUE.

ART. 7.

Les traitements des membres du

ART. 5.

De hiernavermelde wedden komen in de plaats van deze, welke bij artikel 3 der wet van 18 Augustus 1927 tot op het oogenblik dat zij in werkelijken dienst worden teruggeroepen, worden toegezegd aan de krijgsauditeurs, substituten, griffiers, en adjunct-griffiers bij de bestendige krijgswaarden, afgeschaft bij de toepassing van de voorgenoemde wet.

Krijgswaarden.

	1 ^e klasse	2 ^e klasse	3 ^e klasse
Krijgsauditeurs . . .	56,000	51,000	44,000
Substituten van de krijgsauditeurs, zonder onderscheid van klasse . . .	"	"	37,000
Griffiers	30,000	27,500	25,000
Adjunct griffiers . . .	20,000	18,500	17,000

HOOFDSTUK II.

WEDDEN VAN DE LEDEN VAN DEN MIJNRAAD.

ART. 6.

Bij wijziging van nieuw artikel 8, der wet van 2 Mei 1837, wordt de jaarwedde van de leden van den Mijneraad gebracht op 42,000 frank, deze van den voorzitter op 55,000 frank en deze van den griffier op 30,000 frank.

Om de drie jaar wordt aan den voorzitter en aan de leden van den Mijneraad eene verhooging van 1,500 frank en aan den griffier eene verhooging van 900 frank toegekend. — Deze verhoogingen mogen voor elken belanghebbende niet meer dan 9,000 frank bedragen.

HOOFDSTUK III.

WEDDEN VAN DE LEDEN DER KATHOLIEKE
GEESTELIJKHEID.

ART. 7.

De door den Staat uitgekeerde wed-

clergé du culte catholique, payés par l'État, sont fixés ainsi qu'il suit :

<i>Clergé supérieur.</i>	
Archevêque	100,000
Évêques	80,000
Vicaires généraux de l'archevêché	30,000
Vicaires généraux des évêchés	28,000
Chanoines de l'archevêché	18,000
Chanoines des évêchés	17,000
Secrétaires de l'archevêché	15,000
Secrétaires des évêchés	14,000

<i>Clergé inférieur.</i>	
Curés de première classe	10,500
Curés de seconde classe	10,000
Desservants	9,500
Chapelains et vicaires	8,500

ART. 8.

L'article 4 de la loi du 24 avril 1900 est remplacé par la disposition suivante :

« ART. 4. — L'ecclésiastique qui remplit à titre provisoire les fonctions de curé, de desservant, de chapelain ou de vicaire a droit à la moitié du traitement de la place vacante à partir de la date où ce traitement devient disponible. »

CHAPITRE IV.

DES TRAITEMENTS
DES MEMBRES DES DÉPUTATIONS PERMANENTES
DES CONSEILS PROVINCIAUX.

ART. 9.

L'article 13 de la loi du 6 mars 1925 est remplacé par la disposition suivante :

« ART. 13. — Le traitement de 8,400 francs, prévu à l'article 105, nouveau, de la loi provinciale est porté à 25,000 francs.

» Il n'est pas susceptible de recevoir l'accroissement des indemnités de famille et de naissance. »

den der geestelijken van den katholieken eeredienst worden bepaald als volgt :

<i>Hoogere geestelijkheid.</i>	
Aartsbisschop	100,000
Bisschoppen	80,000
Vicarissen-generaal van het aartsbisdom	30,000
Vicarissen-generaal van de bisdommen	28,000
Kanunniken van het aartsbisdom	18,000
Kanunniken van de bisdommen	17,000
Secretarissen van het aartsbisdom	15,000
Secretarissen van de bisdommen	14,000

<i>Lagere geestelijkheid.</i>	
Pastoor eerste klasse	10,500
Pastoor tweede klasse,	10,000
Kerkbedienaars	9,500
Kapelaans en onderpastors	8,500

ART. 8.

Artikel 4 der wet van 24 April 1900 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« ART. 4. — De geestelijke welke voorloopig de functie van pastoor, kerkbedenaar, kapelaan of onderpastoor waarneemt, heeft recht op de helft der wedde van de openstaande plaats, vanaf den datum waarop deze wedde beschikbaar wordt. »

HOOFDSTUK IV.

WEDDEN DER LEDEN VAN DE BESTENDIGE
DEPUTATIËN DER PROVINCIALE RADEN.

ART. 9.

Artikel 13 der wet van 6 Maart 1925 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« ART. 13. — De bij het nieuw artikel 105 van de provinciale wet voorsz. jaarwedde van 8,400 frank wordt tot 25,000 frank opgevoerd. »

Zij is niet vatbaar voor verhooging met gezins- of geboortetoelagen.

CHAPITRE V.

DES TRAITEMENTS DES INSTITUTEURS.

ART. 10.

Les articles 29, 30^D, 31^A, 31^E et 33^{bis} de la loi organique de l'enseignement primaire sont remplacés par les dispositions suivantes :

« ART. 29. — Le Conseil communal arrête le traitement des instituteurs.

» Ce traitement comprend nécessairement :

» 1^o Pour tous les instituteurs, un traitement de base de 13,000 francs ;

» 2^o Pour les chefs d'école, un supplément de direction fixé à 2,400, 3,600 ou 4,800 francs suivant que l'école est composée de 1 à 3 classes, de 4 à 6 classes ou de 7 classes et plus.

» Les chefs d'école déchargés de la tenue d'une classe ne reçoivent pas le supplément de direction. Néanmoins, ils ont droit au taux de 4,800 francs :

» a) Lorsqu'ils dirigent une école comptant au moins 8 classes subventionnées et 225 élèves ;

» b) Lorsqu'ils dirigent une école avec 4^e degré, comptant au moins 7 classes subventionnées et 175 élèves, s'ils donnent un minimum de 8 heures au degré supérieur.

» Pour les écoles composées d'une seule classe, le taux de 2,400 francs est ramené à 1,800 francs lorsque le chef d'école ne compte pas cinq années d'enseignement effectif.

» Dans tous les cas, le supplément de direction est réduit de moitié lorsque le bénéficiaire a la jouissance d'un local scolaire fourni par la commune qui utilise ses services ;

» 3^e Une indemnité familiale et une indemnité de naissance calculées comme pour les agents de l'État.

» L'indemnité familiale ne prend cours que le 1^{er} janvier ou le 1^{er} juillet

HOOFDSTUK V.

WEDDEN DER ONDERWIJZERS.

ART. 10.

De artikels 29, 30^D, 31^A, 31^E en 33^{bis} der wet tot regeling van het lager onderwijs, worden door de volgende bepalingen vervangen :

« ART. 29. — De gemeenteraad stelt de wedde der onderwijzers vast.

De wedde bestaat noodzakelijk uit :

1^o Vooral de onderwijzers eene grondwedde ten bedrage van 13,000 frank. »

» 2^o Voor de schoolhoofden een bestuursvergoeding vastgesteld op 2,400, 3,600 of 4,800 frank naar gelang de school bestaat uit 1 tot 3 klassen, 4 tot 6 klassen of 7 en meer klassen.

» De schoolhoofden, die met geene klas belast zijn, krijgen geene bestuursvergoeding. — Niettemin hebben zij recht op het bedrag van 4,800 :

» a) Wanneer zij eene school besturen welke minstens 8 gesubsidiëerde klassen en 225 leerlingen telt ;

» b) Wanneer zij eene school met 4^e graad besturen, welke minstens 7 gesubsidiëerde klassen en 174 leerlingen telt, indien zij een minimum van 8 uren aan den hooger graden besteden.

» Voor de scholen met ééne enkele klas wordt het bedrag van 2,400 frank verminderd op 1,800 frank indien het schoolhoofd geen vijf jaren werkdadig onderwijs telt.

» In alle geval wordt de bestuursvergoeding met de helft verminderd wanneer de belanghebbende over een schoollokaal beschikt hem verstrekt door de gemeente, welke zijne diensten gebruikt.

» 3^e Eene gezins- en geboortetoeelage berekend als voor de Staatsagenten.

» De gezinstoeelage wordt slechts verleend vanaf den 1^{en} Januari of den

qui suit la naissance de l'enfant et elle cesse aux mêmes dates après le décès de l'enfant ou après la cessation de la charge d'entretien.

» Le traitement des maîtres spéciaux chargés d'enseigner certaines branches dans les écoles où le personnel n'a pas les aptitudes spéciales pour donner cet enseignement est calculé à raison de 4 % du revenu des instituteurs par heure hebdomadaire de cours, si les intéressés sont porteurs d'un diplôme reconnu suffisant par le Ministre des Sciences et des Arts pour l'enseignement de la branche qu'ils professent. Pour les agents ne possédant aucun des titres susdits, mais réunissant les conditions à fixer par arrêté royal, il est fixé aux trois quarts.

» Si les cours sont suspendus faute d'élèves, le traitement peut être réduit ou supprimé par le Ministre des Sciences et des Arts, conformément aux dispositions à déterminer par arrêté royal ».

« Art. 30^b. — Le traitement des instituteurs, non mariés vivant en commun, des écoles communales, adoptées et adoptables est fixé à la moitié du traitement prévu pour les instituteurs laïcs.

» La commune est tenue d'allouer annuellement à toute école adoptée une somme suffisante pour payer les fournitures classiques des enfants ayant droit à l'instruction gratuite, qui sont admis dans cette école ».

« Art. 31^A. — Il sera accordé six augmentations annuelles de 500 francs, huit augmentations biennales de 1,000 francs et deux augmentations triennales de 1,000 francs. Ces augmentations sont réduites de moitié pour les instituteurs non mariés vivant en commun.

1^{er} Juli, volgende op de geboorte van het kind, en zij wordt onttrokken op dezelfde datums na het afsterven van het kind of na het eindigen van den last van onderhoud.

» De wedde der bijzondere leermeesters die belast zijn met het onderwijs in sommige vakken aan de scholen waar het gewoon personeel daartoe niet bekwaam is, wordt berekend tegen 4 t. h. van het inkomen der onderwijzers voor elk uur les per week, zoo de belanghebbenden in het bezit zijn van een diploma dat door den Minister van Wetenschappen en Kunsten voldoende wordt geacht tot het onderricht geven in het door hen aangeleerde vak. Voor de leerkrachten die bovengemelde bekwaamheidsbewijzen niet bezitten, doch voldoen aan de bij Koninklijk besluit te stellen eischen, wordt zij bepaald op de drie vierden.

» Indien de lessen, bij gebrek aan leerlingen, geschorst zijn, mag de wedde verminderd of afgeschaft worden door den Minister van Wetenschappen en Kunsten, overeenkomstig de bij Koninklijk besluit vast te stellen bepalingen ».

« Art. 30^b. — De wedden der in gemeenschap levende ongehuwde onderwijzers, van de gemeentelijke, aangenomen en aanneembare scholen is vastgesteld op de helft van de voor de wereldlijke onderwijzers voorziene wedde.

» De gemeente is er toe gehouden jaarlijks aan elke aangenomen school een voldoende som te verleen tot betaling van het schoolgerief van de in die school toegelaten kinderen, die op kosteloos onderwijs recht hebben. »

Art. 31^A. — Worden verleend : zes jaarlijksche verhoogingen van 500 frank, acht tweejaarlijksche verhoogingen van 1,000 frank en twee driejaarlijksche verhoogingen van 1,000 frank. Deze verhoogingen worden met de helft verminderd voor de in gemeenschap

Elles prennent cours le 1^{er} janvier de chaque année.

» Les augmentations ne seront pas dues aux instituteurs qui n'auront pas rempli complètement leurs devoirs, tels qu'ils sont définis par les lois et règlements ».

« ART. 31^E. — Les traitements actuels des instituteurs, comme ceux qui leur seront accordés ultérieurement, ne pourront subir aucune réduction pendant la durée des fonctions des titulaires dans la même commune. —

» Toutefois, les suppléments de traitement accordés à titre bénévole par les communes peuvent, pour la partie qui dérive d'un relèvement général motivé par l'élévation du coût de la vie, être réduits à concurrence de la majoration subséquente dont le traitement légal vient à être l'objet pour le même motif.

» La réduction doit être votée dans l'année de la mesure intéressant le traitement principal. »

« ART. 33^{bis}. — Les subsides de l'État aux écoles gardiennes qui se soumettent aux dispositions de l'article 33 sont équivalents aux traitements du personnel.

» La liquidation de ces subsides s'effectue comme celle des subsides en faveur des écoles primaires.

» Le traitement des institutrices gardiennes est fixé à 80 % du traitement des institutrices primaires.

» Toutefois, il est réduit à 75 % pour les personnes qui ont été dispensées de tout diplôme et pour celles qui sont munies seulement du certificat de capacité délivré en vertu de l'arrêté royal du 27 juin 1898. »

ART. 11.

Les articles 32 et 34 de la loi orga-

levende ongehuwde onderwijzers. Zij gaan in op 1 Januari van ieder jaar.

» De verhoogingen worden echter niet verleend aan de onderwijzers die hunne plichten, zooals deze omschreven zijn bij de wetten en reglementen, niet ten volle hebben volbracht. »

« ART. 31^E. — De huidige wedden der onderwijzers, even als deze die hun naderhand zullen verleend worden, zullen hoegenaamd niet mogen verminderd worden zoolang de titularissen in dezelfde gemeente hunne functie uitoefenen.

Nochtans mogen de bijwedden, welke de gemeenten uit welwillendheid verleenen, voor het gedeelte dat voortvloeit uit eene algemeene verhooging wegens het stijgen van de levensduurte, verminderd worden met een bedrag gelijk aan de daaropvolgende verhooging, waarvan de wettelijke wedde om dezelfde reden het voorwerp wordt.

De vermindering moet goedgestemd worden binnen het jaar van den maatregel betreffende de hoofdwedde ».

« ART. 33^{bis}. — De Staatstoelagen aan de bewaarscholen die zich onderwerpen aan de bepalingen van artikel 33, zijn gelijk aan de wedden van het personeel.

» De vereffening dezer toelagen geschiedt op dezelfde wijze als deze der toelagen ten bate van de lagere scholen.

» De wedde der bewaarschoolonderwijzeressen is vastgesteld op 80 t. h. van de wedde der lagere onderwijzeressen.

» Nochtans wordt zij verminderd tot 75 t. h. voor de personen welke vrijgesteld werden van alle diploma en voor deze welke slechts een bekwaamheidsgetuigschrift bezitten, uitgereikt krachtens het Koninklijk besluit van 27 Juni 1898. »

ART. 11.

De artikelen 32 en 34 der wet tot

nique de l'enseignement primaire sont abrogés.

CHAPITRE VI.

DE LA RÉTRIBUTION DES OFFICIERS INGÉNIEURS
DES FABRICATIONS MILITAIRES.

ART. 12.

Est abrogé l'article 5 de la loi du 8 mai 1924 relative à la création d'un corps d'officiers, ingénieurs militaires.

CHAPITRE VII.

DE LA RÉTRIBUTION DU PERSONNEL
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

ART. 13.

Les articles 9 et 25, § 1^{er}, de la loi du 15 juillet 1849, portant organisation de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'État, tels qu'ils ont été modifiés par la suite, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« ART. 9. — Les professeurs portent le titre de professeur ordinaire ou de professeur extraordinaire.

» Les professeurs qui n'exercent pas une autre profession jouissent d'un traitement fixe de 60,000 francs ou de 50,000 francs suivant qu'ils ont rang de professeur ordinaire ou de professeur extraordinaire.

» Les professeurs qui sont autorisés, par application de l'article 12, à exercer une autre profession, jouissent d'un traitement de 40,000 francs ou de 30,000 francs suivant qu'ils ont rang de professeur ordinaire ou de professeur extraordinaire.

» Des augmentations peuvent être accordées aux professeurs ordinaires, tous les trois ou tous les cinq ans, suivant qu'ils appartiennent au premier ou au second des groupes mentionnés ci-dessus. Le nombre de ces augmentations est fixé à trois et le montant de chacune d'elles à 5,000 francs.

» Une augmentation de 5,000 francs

regeling van het lager onderwijs worden ingetrokken.

HOOFDSTUK VI.

BEZOLDIGING VAN DE OFFICIEREN INGENIEURS
VAN DE MILITAIRE FABRIEKEN.

ART. 12.

Is vervallen : artikel 5 van de Wet van 8 Mei 1924 houdende inrichting van een korps officieren, militaire ingenieurs.

HOOFDSTUK VII.

BEZOLDIGING VAN HET HOOGER
ONDERWIJSPERSONEEL.

ART. 13.

Artikels 9 en 25, § 1 der wet van 15 Juli 1849, houdende inrichting van het hooger onderwijs op de kosten van het Rijk, zooals zij nadien werden gewijzigd, worden door hiernavolgende bepalingen vervangen :

« ART. 9. — De hoogleeraars voeren den titel van gewoon of buitengewoon hoogleeraar.

» Hoogleeraren die geen ander beroep uitoefenen genieten eene vaste wedde van 60,000 frank of 50,000 frank naar gelang zij aangesteld zijn als gewoon of als buitengewoon hoogleeraar.

» De hoogleeraren wien, krachtens artikel 12, vergund is een ander beroep uit te oefenen, genieten eene wedde van 40,000 frank of 30,000 frank al naar gelang zij aangesteld zijn als gewoon of als buitengewoon hoogleeraar.

» Al naar zij deel uitmaken van de eerste of van de tweede reeks bovenvermeld mag er om de drie of om de vijf jaar aan de gewone hoogleeraars eene weddeverhooging worden verleend. De vastgestelde verhoogingen zijn ten getale van drie, ten bedrage elk van 5,000 frank.

» Eene verhooging van 5,000 frank

peut être accordée aux professeurs extraordinaires, après trois ou cinq ans, suivant qu'ils appartiennent au premier ou au second des groupes mentionnés ci-dessus. »

« ART. 25, § 1^{er}. — Il y a près de chaque université un commissaire du Gouvernement, sous le titre d'administrateur-inspecteur de l'Université. Ce fonctionnaire est nommé par le Roi et jouit d'un traitement de 60,000 francs, qui peut être majoré de 5,000 francs, tous les trois ans, jusqu'à concurrence de 15,000 francs. »

CHAPITRE VIII.

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CUMULS.

ART. 14.

Le deuxième alinéa du § 1^{er}, 2^e, de l'article 18 de la loi du 6 mars 1925 est remplacé par la disposition suivante :

« En cas de cumul de pareilles fonctions, les traitements autres que le plus élevé sont réduits d'au moins 50 %. Le cas échéant il est fait abstraction des traitements dont l'attribution est limitée à la moitié par l'article 4 de la loi du 24 avril 1900 ». »

ART. 15.

La somme de 28,000 francs est substituée à celle de 12,000 francs mentionnée à l'article 19 de la loi du 6 mars 1925.

CHAPITRE IX.

DISPOSITIONS COMMUNES.

ART. 16.

Les articles qui précèdent sortiront leurs effets à partir du 1^{er} janvier 1928.

Toutefois, l'attribution des nouveaux traitements organiques est limitée transitoirement, jusqu'à disposition ultérieure, aux nonante-sept centièmes de

mag aan de buitengewone hoogleeraars worden verleend, na drie of na vijf jaar, al naar gelang zij behooren tot de eerste of tot de tweede van voormelde reeksen.

» ART. 25, § 1. — Aan elke universiteit wordt een Commissaris van de Regceering aangesteld, voerende den titel van administrateur-inspecteur der Universiteit. Deze ambtenaar wordt door den Koning benoemd en geniet eene wedde van 60,000 frank, die om de drie jaar met 5,000 frank mag worden verhoogd, deze verhooging kunnende reiken tot 15,000 frank. »

HOOFDSTUK VIII.

BEPALINGEN ONTRENT DE CUMULATIE VAN AMBTEN.

ART. 14.

Lid 2 van § 1, 2^e van artikel 18 der wet van 6 Maart 1925 wordt door hiernavolgende bepaling vervangen :

« Bij cumulatie van dergelijke ambten worden de wedden, behoudens de hoogste, met minimum 50 t. h. verminderd. Bij voorkomend geval wordt er geen rekening gehouden met de wedden welke bij toepassing van artikel 4 der wet van 24 April 1900 op de helft worden gereduceerd. »

ART. 15.

De som van 28,000 frank wordt in de plaats gesteld van deze van 12 000 frank. bij artikel 19 der wet van 6 Maart 1925 vermeld.

HOOFDSTUK IX.

GEMEENE BEPALINGEN.

ART. 16.

Voorgaande artikels worden van kracht met ingang van 1 Januari 1928.

Bij wijze van overgangsmaatregel en tot nadere beschikking nochtans, worden de nieuwe organieke wedden slechts toegekend naar rato van zeven en negen-

la partie égale ou inférieure à vingt-six mille francs et aux nonante-trois centièmes de la partie qui excède, le cas échéant, cette somme.

La restriction ne s'applique pas aux indemnités familiales.

ART. 17.

Pour aucun intéressé, la rémunération nouvelle accordée en vertu de la présente loi, augmentée éventuellement de l'indemnité familiale, ne peut, toutes choses restant égales, être inférieure au montant global, évalué d'après le nombre indice au 15 décembre 1927, des des partie fixe, partie mobile, indemnités de résidence, de logement et de direction, allocation spéciale, supplément mobile, indemnité familiale, indemnités attachées à la possession de certificats spéciaux pour l'enseignement de certaines branches.

Si elle est inférieure, ce montant global reste acquis au bénéficiaire jusqu'au moment où l'application stricte des délais procure une rémunération plus élevée.

De plus, l'indemnité de résidence de 750 francs l'an est maintenue à titre transitoire aux agents qui en jouissent actuellement du fait de l'exercice de leurs fonctions dans l'agglomération bruxelloise.

Elle entre en compte pour régler l'application du présent article.

Elle est supprimée :

a) Dans tous les cas où elle l'aurait été sous le régime antérieur et notamment s'il y a changement de résidence;

b) Lorsque l'intéressé obtient un traitement, à charge de l'État, supérieur à 17,000 francs.

Dans ce dernier cas, l'augmentation qui entraîne la disparition de l'indemnité de résidence ne peut avoir pour effet de diminuer les ressources professionnelles de l'intéressé.

tig honderdsten van het weddegedeelte gelijk aan of lager dan zes en twintig duizend frank en naar rato van drie en negentig honderdsten van het gedeelte dat deze som te boven gaat.

Deze beperkende maatregel geldt niet voor de gezinstoelagen.

ART. 17.

Voor geen der belanghebbenden mag de krachtens deze wet verleende nieuwe bezoldiging, met den gebeurlijken gezinstoeslag verhoogd, minder bedragen, alles blijvende zooals het is, dan het gezamenlijk bedrag, berekend overeenkomstig het indexcijfer op 15 December 1927, van vast gedeelte, veranderlijk gedeelte, verblijfs-, woning- en bestuursvergoedingen, bijzondere toelage, veranderlijk aanvullend deel, gezinstoeslag, bijlagen aan houders van speciale getuigschriften voor het onderwijs in sommige leervakken.

Is zij lager, dan behoudt de recht-hebbende dit gezamenlijk bedrag tot wanneer het, bij strikte toepassing van de termijnen, mogelijk is een hoogere bezoldiging te verleen.

Daarenboven wordt de verblijfsvergoeding van 750 frank 's jaars bij overgangsmaatregel gehandhaafd ten bate van de agenten die ze thans genieten wegens het uitoefenen van hun ambt in de Brusselsche agglomeratie.

Zij komt in aanmerking bij het regelen van de toepassing van dit artikel.

Zij valt weg :

a) In de gevallen waar zij zou wegvallen onder het vorig stelsel en name-lijk bij verandering van verblijfplaats;

b) Wanneer belanghebbende eene wedde van meer dan 17,000 frank ten laste van den Staat bekomt.

In laatstgenoemd geval mag de verhooging, die het wegvallen van de verblijfsvergoeding teweegbrengt, niet als gevolg hebben de bedrijfsinkomsten van belanghebbende te doen vermin-deren.

ART. 18.

Sont abrogés : 1^{er} l'article 1^{er} de la loi du 5 décembre 1903; 2^o les articles 1^{er}, 2, 4, 5, 9, 11 et 12 de la loi du 6 mars 1925; 3^o l'article 2 de la loi du 14 janvier 1927 modifiant les lois du 6 mars 1925 et du 28 juillet 1926; et 4^o la loi du 3 juin 1927.

CHAPITRE X.

DISPOSITION SPÉCIALE.

ART. 19.

Lorsque le local visé à l'article 9 de la loi du 15 juin 1881 ne comprend pas une demeure pour le directeur de l'établissement et que la commune ne met pas une habitation à la disposition de l'intéressé, l'indemnité en argent est fixée par arrêté royal dans la limite maximum de 20 % de la moyenne du traitement organique.

Donné à Bruxelles, le 22 décembre 1927.

ART. 18.

Worden ingetrokken : 1^o artikel 1 der wet van 5 December 1902; 2^o artikelen 1, 2, 4, 5, 9, 11 en 12 der wet van 6 Maart 1925; 3^o artikel 2 der wet van 14 Januari 1927 tot wijziging van de wetten van 6 Maart 1925 en 28 Juli 1920; en 4^o de wet van 3 Juni 1927.

HOOFDSTUK X.

BIJZONDERE BEPALINGEN.

ART. 19.

Indien het lokaal, bedoeld bij artikel 9 der wet van 15 Juni 1881, geene woning voor den bestuurder van de instelling omvat en de gemeente geene woonstgelegenheid ter beschikking stelt van den belanghebbende, wordt de vergoeding in geld vastgesteld bij Koninklijk besluit binnen de grenzen van het maximum van 20 t. h. van het gemiddelde der organieke wedde.

Gegeven te Brussel, den 22 December 1927.

ALBERT.

PAR LE ROI :

*Le Premier Ministre,
Ministre des Colonies,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Eerste Minister,
Minister van Koloniën,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | De Minister van Buitenlandsche Zaken,

PAUL HYMANS.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

P.-E. JANSON.

*Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

*De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

A. CARNOY.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,*

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

M. VAUTHIER.

Le Ministre des Finances, | *De Minister van Financiën,*
B^{on} HOUTART.

Le Ministre de l'Agriculture | *De Minister van Landbouw*
et Ministre des Travaux publics, | *en Minister van Openbare Werken,*
H. BAELS.

Le Ministre de l'Industrie, du Travail | *De Minister van Nijverheid, Arbeid*
et de la Prévoyance Sociale, | *en Maatschappelijke Voorzorg,*
H. HEYMAN.

Le Ministre des Chemins de fer, | *De Minister van Spoorwegen,*
Marine, Postes, Télégraphes, | *Zeewezen, Posterijen, Telegrafen,*
Téléphones et Aéronautique, | *Telefonen en Luchtvaart,*
LIPPENS.

Le Ministre de la Défense Nationale, | *De Minister van Landsverdediging,*
Comte DE BROQUEVILLE.
